



## **Qu'est-ce qu'un boycottage culturel?**

Des boycottages culturels sont entrepris pour exprimer son désaccord à l'égard de la conduite d'un pays ou de son gouvernement. Ils accompagnent souvent les boycottages économiques et peuvent s'étendre à la sphère académique<sup>1</sup>.

Le terme « boycottage culturel » comprend une partie ou la totalité de ce qui suit: refus systématique de donner un spectacle dans le pays boycotté, d'acheter ses produits culturels (des CDs par exemple), d'assister à des concerts par des artistes en provenance du pays boycotté, d'exposer des objets culturels en provenance du pays boycotté ou de permettre à ses propres produits culturels d'être vendus ou exposés dans les pays boycottés. Il peut également comprendre les éléments suivants: l'arrêt des échanges universitaires; l'exclusion des citoyens d'un pays boycotté d'événements publics organisés ou financés par un gouvernement ou par des organismes internationaux (par exemple les Jeux olympiques ou les fédérations sportives), le déni de visas à des artistes ou à des universitaires d'un pays boycotté, la perturbation de performances et de conférences des individus d'un pays boycotté pour des motifs politiques.

## **Des artistes ou universitaires éminents boycottent-ils Israël?**

Oui. En janvier 2009, suite à l'assaut d'Israël contre Gaza, 300 universitaires canadiens ont signé une lettre ouverte à Stephen Harper condamnant la guerre d'Israël contre Gaza et appelant à des sanctions contre Israël. La Division ontarienne du Syndicat canadien de la fonction publique a approuvé un boycottage total d'Israël. La *Campagne des États-Unis pour le boycottage universitaire et culturel d'Israël*, également lancée en janvier 2009, compte actuellement 471 adhérents dans des universités américaines, ainsi que l'endossement de 131 travailleurs du monde culturel.

L'écrivain indien Arundhati Roy, le romancier britannique John Berger, la poète américaine Adrienne Rich, le réalisateur britannique Ken Loach, le scénariste Paul Laverty, l'auteure et activiste canadienne Naomi Klein, ainsi que le théologien canadien / universitaire de McGill Gregory Baum, ont tous appelé à des sanctions ou à un boycottage d'Israël. Cependant, bien que l'écrivaine canadienne Margaret Atwood ait soulevé ses préoccupations concernant le comportement d'Israël lors d'une visite, elle décrit le boycottage culturel comme étant « une forme de censure ».

Un bon nombre d'artistes ont annulé leurs concerts en Israël en 2010: Gil Scott Heron, Santana, The Pixies, Gorillaz Sound System, The Klaxons, et de manière plus évidente, Elvis Costello. Elvis Costello a annoncé à la mi-mai 2010 qu'il y annulait ses deux concerts estivaux, en précisant que sa décision était une « affaire d'instinct et de conscience »<sup>2</sup>. The Gorillaz Sound System et The Klaxons ont annoncé le 4 juin dernier, aux suites de l'assaut mortel d'Israël sur la flottille d'aide humanitaire, qu'ils annulaient leurs spectacles en Israël prévus au cours de la semaine<sup>3</sup>. L'annulation du concert des Pixies a été annoncée deux jours plus tard<sup>4</sup>.

Malgré les appels au boycottage culturel et académique, de nombreux critiques importants d'Israël, dont Noam Chomsky et Naomi Klein, ont maintenu leurs visites. Cependant, Chomsky s'est abstenu de tenir ses conférences habituelles dans les universités israéliennes lors de sa visite en mai 2010 pour une conférence en Cisjordanie<sup>5</sup>. Klein a visité Israël, la Cisjordanie et Gaza au cours de l'été 2009 à l'occasion de la sortie de l'édition en hébreu de son livre *Shock Doctrine*. Elle a fait don de ses droits d'auteur à son éditeur local, Andalus, qui se spécialise dans la traduction de textes arabes en hébreu. Elle a refusé de coopérer avec les institutions de l'état d'Israël pendant sa tournée, a exprimé son soutien au boycottage et travaillé en étroite collaboration avec le Comité National palestinien de boycottage (BNC)<sup>6</sup>.

Le 18 mars 2010, le Sénat des étudiants associés de l'Université de Californie (Berkeley) (ASUC) a décidé de céder ses actifs dans deux entreprises américaines, General Electric et United Technologies, qui «matériellement et militairement soutiennent l'occupation du gouvernement israélien des territoires palestiniens», et de plaider afin que l'université emboîte le pas. Cette dernière a environ 135 M \$ investis dans des sociétés qui tirent profit de mesures illégales prises par Israël dans les territoires occupés. Bien que le président de l'ASUC se soit opposé à la motion, la résolution peut présager du soutien de l'ASUC à un boycottage académique. Des mouvements similaires ont eu lieu à l'Université Rutgers et à l'Université de l'Arizona.

## Des boycottages culturels et académiques complets ont-ils été lancés?

Pour qu'un boycottage culturel et académique d'Israël ait véritablement un effet, les principales organisations représentant les artistes et les universitaires dans les pays clés doivent l'approuver. Ce n'est pas encore le cas avec Israël, bien que le soutien pour un boycottage culturel d'Israël soit à la hausse.

Depuis juin 2010, aucune des plus grandes organisations d'artistes en Occident – *British Actors' Equity*, *British Musicians' Union*, *Canada's Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists (ACTRA)*, ou l'*US's Screen Actors' Guild (SAG)* – n'a approuvé un boycottage d'Israël. À la fin janvier 2006, le syndicat des musiciens britanniques (*British Musicians' Union*) a débattu mais rejeté la motion visant à bannir tous les musiciens israéliens de Grande-Bretagne ainsi qu'à annuler leurs propres visites en Israël. Le syndicat a rejeté l'argument selon lequel Israël pratique un régime d'apartheid<sup>7</sup>. Leur site Internet ne fait actuellement aucune mention d'un boycottage d'Israël.

De même, peu parmi les organisations universitaires les plus importantes ont déjà voté en faveur d'un boycottage académique. En janvier 2010, l'Internationale de l'Éducation (IE) – la fédération syndicale mondiale qui représente plus de 30 millions d'enseignants et de travailleurs de l'éducation dans 172 pays et territoires – et l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université (ACPPU), qui représente 67 000 universitaires au Canada, ont publié un rapport conjoint mettant l'accent sur les violations des libertés fondamentales et des droits universitaires en Israël et dans les territoires occupés palestiniens<sup>8</sup>. Le rapport défend les droits des Israéliens et des Palestiniens à appeler au boycottage sans pour autant être soumis à des représailles de leurs établissements d'enseignement ou par le gouvernement, mais ni l'IE ni l'ACPPU n'a encouragé les institutions académiques, les universitaires ou leurs membres à s'engager dans un boycottage académique d'Israël. Cependant, en janvier 2009, l'ACPPU a publié une déclaration critiquant vivement l'assaut d'Israël sur Gaza en la qualifiant de « disproportionnée par rapport à la menace ». L'IE a aussi publié une déclaration en juin 2010 condamnant le raid d'Israël sur la flottille humanitaire<sup>9</sup>.

Néanmoins, le soutien envers un boycottage académique peut augmenter. Le 31 mai 2010, la *Universities and Colleges Union (UCU)*, qui représente environ 120 000 enseignants et autre personnel des universités et collèges du Royaume-Uni, a approuvé des motions en rapport avec le boycottage, le désinvestissement et les sanctions. Cependant, rien n'a été stipulé au sujet d'un boycottage spécifiquement académique.

## Y a-t-il eu des boycottages culturels dans d'autres pays?

Un boycottage culturel de l'Afrique du Sud a commencé en 1961 lorsque le syndicat des musiciens britanniques a adopté une politique selon laquelle ses membres ne donneraient pas de spectacle en Afrique du Sud aussi longtemps que le régime d'apartheid serait en vigueur. Le boycottage a lentement gagné le soutien de l'Amérique du Nord et de l'Europe, bien que les États-Unis aient longtemps tardé, contrairement au Royaume-Uni, à renoncer à la vente de ses produits en Afrique du Sud. En 1981, des syndicats représentant 240 000 acteurs à travers les États-Unis ont pris la décision unanime selon laquelle leurs membres ne devraient pas faire de spectacles en Afrique du Sud. Le pays a également été exclu des Jeux olympiques jusqu'en 1992, ainsi que du rugby international et des tournois de cricket. L'apartheid sud-africain a été défait seulement 30 ans après l'application des premiers boycottages.

Les raisins et le vin chiliens ont été boycottés pendant la dictature de Pinochet. Il n'y avait cependant pas de boycottage culturel, mais plutôt des groupes de solidarité qui ont travaillé afin de briser l'isolement des universitaires progressistes chiliens et des artistes<sup>10</sup>.

<sup>1</sup> Les supporters d'un boycottage culturel et/ou économique s'opposent parfois aux boycottages académiques, jugeant que les bénéfices d'échanges avec les universitaires du pays boycotté – en particulier ceux qui sont critiques envers l'État boycotté – surpassent le risque de la légitimation potentielle de l'État boycotté.

<sup>2</sup> Pour plus d'informations, consulter le communiqué de presse de CJPMO « *L'annulation par Costello de ses concerts en Israël donne l'exemple* », 31 mai, 2010.

<sup>3</sup> City Mouse Online. « *Klaxons and Gorillaz Sound System cancel Israel shows, apparently due to Gaza flotilla raid*, » le 4 juin 2010.

<sup>4</sup> Pour plus de détails, consulter le communiqué de presse de CJPMO « *Les Pixies boycottent Israël et annulent leur concert* », 14 juin 2010.

<sup>5</sup> Pour plus de détails, consulter le communiqué de presse de CJPMO « *Israël refuse l'entrée de Noam Chomsky en Cisjordanie* », 18 mai 2010.

<sup>6</sup> « Naomi Klein in Bil'in: Boycottage Israel. » Site Internet: bilin-village.org, 26 juin 2009.

<sup>7</sup> « *British Musicians Union votes against proposed boycottage against Israel*, » Sing Out! Corporation. Juin 2003. (Obtenu de *HighBeam Research*, 22 juin, 2010.)

<sup>8</sup> Robinson, David. « *The Status of Higher Education Teaching Personnel in Israel, the West Bank and Gaza*, » Education International and Canadian Association of University Teachers, January 2010.

<sup>9</sup> « *EL urges inquiry into Gaza aid ship attack*, » Education International, 1er juin 2010.

<sup>10</sup> Simalchik, Joan (ancien président de Toronto Action for Chile). Conversation, 22 juin 2010.